

Une stratégie risquée pour les États-Unis dans le Pacifique ?

José Garson

Professeur de géopolitique à l'INSEEC et à l'ILV à Paris.

Il n'est pas difficile, pour qui le souhaite, de connaître par le détail les éléments de l'immense dispositif militaire mis en place par l'Amérique pour « contenir » la Chine. Les médias se chargent de nous rapporter, en continu, faits, stratégies et chiffres – avec, notamment, le nombre de bâtiments en tout genre déployés par l'Amérique et par la Chine sur ce futur terrain d'opération. À l'occasion de la crise des sous-marins, on a ainsi appris que les États-Unis, du fait de la vulnérabilité de leur flotte aux missiles chinois, se préparaient à s'engager dans une guerre des profondeurs par sous-marins nucléaires interposés. Les capacités de ces sous-marins et l'articulation de leur intervention possible avec les autres éléments de l'aéronavale américaine nous furent décrites avec précision. Nous n'échappons même pas au retour de ce petit frisson de peur de notre jeunesse, quand on nous explique que, comme du temps de l'URSS, une « simple erreur de calcul » dans le Pacifique pourrait transformer le monde en terrible brasier nucléaire.

La recherche chinoise d'un *Verkherraum*

Ces virils discours se déploient cependant en évitant de poser une question fondamentale. Pour que le dispositif militaire prenne vie, que les propriétés de tous ces systèmes d'armes apparaissent et que les vertus des stratégies éclatent au grand jour, encore faudrait-il que la Chine se décide un jour à attaquer ou, à tout le moins, à créer un *casus belli* ! Les « provocations » chinoises ne suffisent pas. Faute d'attaque directe – contre les États-Unis ou contre Taïwan ou, depuis peu, contre l'Australie – ou faute de véritable *casus belli*, avions, missiles, sous-marins et autres dispositifs militaires américains sont condamnés à rester dans les hangars pour rejouer, en boucle et indéfiniment, le scénario du *Désert des Tartares*.

Or, gageons-le, la Chine n'attaquera pas. Elle ne provoquera pas non plus de *casus belli*. Elle attendra. Parce que, depuis Sun Tzu, c'est-à-dire depuis des siècles, la culture chinoise a toujours préféré « faire perdre » l'autre plutôt que de l'attaquer pour « gagner sur lui ». Faire perdre l'autre, ici, revient « à ne rien faire »



et à laisser les Américains s'enfoncer dans leur posture actuelle aussi longtemps que nécessaire pour que le Congrès, la presse et le monde politique posent la question du poids financier et politique de cette mobilisation – et contraignent les militaires américains à un désengagement plus ou moins avoué. Inutile d'évoquer

Clausewitz, et sa thèse sur la supériorité de la défense sur l'attaque, ni l'immensité du territoire chinois – et de celui, derrière lui, de la Russie, son alliée : même avec ces avantages évidents, la Chine n'a aucun intérêt à attaquer puisqu'elle n'a rien à gagner dans une guerre contre les États-Unis. Son obsession est de se ménager des passages maritimes – une sorte de *Verkehrraum* (espace de circulation) pourrait-on dire en souvenir du *Lebensraum* d'antan. Et, pour cela, il lui suffit d'être offensivement défensive – et infiniment patiente. Et de produire suffisamment de bâtiments de guerre, non tant pour gagner un affrontement militaire, que pour démoraliser chaque fois un peu plus les États-Unis – c'est-à-dire pour les « épuiser » dans leur course sans fin à la recherche d'une supériorité militaire inatteignable. La pomme proverbiale tombera alors toute seule de l'arbre. D'autant que la Chine sait qu'avec un objectif de « contenir », les États-Unis n'ont pas de véritable objectif de guerre défini. Il suffit donc d'attendre.

Ce refus de l'affrontement global n'exclut évidemment pas, pour la Chine, d'avancer ses pions. Elle les bouge minutieusement avec des mini-actions se déroulant « en dessous des radars » – c'est-à-dire « hors de portée d'une obligation de riposte » de la part des Américains. C'est ce qui se passe avec les fameux « bateaux de pêche » chinois, tant du côté des îles Senkaku que du côté de l'archipel des Spratleys ou des îles Paracels. Avec des séquences comportant, chaque fois, une avancée puis un fait accompli, la Chine reproduit, de façon caricaturale, les mouvements élémentaires du jeu de go, dont ses adversaires semblent ignorer les règles. Elle grignote ainsi le terrain qui l'intéresse et se fraye les routes maritimes estimées nécessaires pour préserver son indépendance. Difficile pour des sous-marins nucléaires ou des missiles supersoniques de contrer ces mouvements...

Derrière tout cela, il y a toujours cette *Weltanschauung* chinoise, superbement analysée par le philosophe François Julien. Pour la Chine, les changements dans le monde ne sont pas le fait des décisions des politiques. Ce sont des « processus » indépendants qui provoquent les changements. Ceux-ci agissent en silence et sont générés par toutes les contraintes auxquelles le pays est soumis : géographiques, historiques, démographiques, etc. Le travail des acteurs politiques chinois n'est donc pas de jouer les tout-puissants changeurs du monde – ni le *challenger* des Américains. Il est plutôt d'identifier les processus actifs en jeu dans l'évolution du pays, de tenter, par petites touches, de « réorienter » ceux qui vont dans une direction défavorable et d'« accélérer » ceux qui, au contraire, vont dans une direction favorable.

On peut ainsi raisonnablement penser qu'aujourd'hui on travaille en Chine à accélérer un processus globalement favorable – celui qui porte la croissance économique du pays – et à réorienter, autant que faire se peut, deux autres processus très défavorables : l'évolution démographique entendue dans son sens le plus large et la « situation géopolitique » qui fait que le pays se trouve coupé de son extérieur maritime (mer de Chine méridionale et orientale). C'est ce dernier processus qui entre en jeu dans le Pacifique. Inutile, cependant, de brusquer les choses. Par petites touches, de récif en récif, on aboutira un jour à la réorientation désirée du processus.

Les États-Unis et le wilsonisme

En face, il y a l'Amérique qui, tout à son schéma de « *containment* », évolue dans un autre univers. Qui s'oppose, pourrait-on presque dire, à une Chine imaginaire qui n'existe que dans son esprit.

En cause, d'abord, cet héritage wilsonien qui crée un aveuglement dans la conduite de la politique étrangère des États-Unis. S'être attribué le rôle de « protecteur de la liberté » au nom d'une *Manifest Destiny* – qui indiffère d'ailleurs la Chine – ne facilite pas la compréhension de ce qui se passe dans le Pacifique. Que peut faire aujourd'hui l'Amérique quand ces libertés « protégées » sont menacées ? Crier au péché ? Saisir une justice internationale qui, par construction même, n'a aucun pouvoir d'*exequatur* contre un État ? Autrefois, avec plus ou moins de bonne foi, l'Amérique intervenait sur place pour défendre la liberté « menacée ». Elle ne peut le faire aujourd'hui contre un pays devenu aussi puissant qu'elle. Par la vision d'elle-même qu'il lui renvoie, le wilsonisme la contraint peu à peu à oublier le réel.

Sur le moyen terme, d'ailleurs, ce qui entre en jeu dans le Pacifique pour l'Amérique est bien davantage qu'un affrontement avec la Chine. La montée de ce pays crée désormais une « négation explicite » de la vocation que l'Amérique s'était donnée depuis Wilson. Elle scelle petit à petit la fin de ce siècle américain qui – de 1917 à Biden – a jeté l'opprobre sur le rapport de force comme moteur des relations internationales pour exalter les vertus transcendantes supposées du droit. Maintenant que dans le Pacifique ces vertus ont disparu et que le droit est impuissant, que faire ? Le rapport de force prime à nouveau sur la construction juridique – et cela perturbe l'Amérique. La Chine ajoute au désarroi en faisant remarquer aux États-Unis qu'eux-mêmes, partisans affirmés du droit, n'ont jamais ratifié les accords internationaux – Convention sur le droit de la mer, statuts de Rome, etc. – pourtant inspirés de leur propre philosophie wilsonienne. Peuvent-ils demander à la Chine – ou à n'importe quel autre pays – d'agir différemment ?

De fait, à quoi sert à l'Amérique de patrouiller sans cesse dans le détroit de Taïwan ou près des côtes chinoises au nom d'une « liberté de circulation » qui n'existe ici que dans son esprit ? À provoquer une riposte chinoise qui, on peut s'en douter, n'arrivera jamais ? Il semble dur aux États-Unis de l'admettre : ils n'arriveront pas à entraîner les Chinois dans cette course à deux à la puissance dont ils rêvent. Quoi qu'ils fassent, ils ne changeront pas l'obsession « interne » chinoise de travailler à faire dévier le cours du processus d'encercllement tant redouté.

Souvenirs de la guerre froide ?

Sur le terrain, la stratégie militaire des États-Unis, de façon surprenante, semble imitée de la guerre froide. Dissuasion et *containment* – mots clés de cette stratégie – furent des concepts de guerre froide. Les États-Unis pensent qu'ils peuvent continuer à être appliqués tels quels à l'adversaire chinois.

Pourtant, la Chine n'est pas l'URSS, c'est une évidence. L'URSS cherchait dans l'affrontement avec les États-Unis une façon de se hisser au premier rang mondial, tout en n'étant en réalité qu'une puissance de troisième ordre, comme on a pu le voir quand le régime soviétique s'écroula. Massive et tournée sur elle-même, la Chine n'a pas besoin d'interagir avec les États-Unis pour se rehausser sur le plan mondial. Une stratégie qui aurait pour ambition de créer un dialogue « égalitaire » avec les États-Unis – du type de ceux créés avec l'URSS – ne peut pas l'intéresser.

Dans ce contexte, le concept de dissuasion perd clairement son sens. Au temps de la guerre froide, la dissuasion était une théorie de l'inaction – je ne te fais rien si tu ne me fais rien, et on discute ensuite. Cela convenait aux Soviétiques, peu désireux de passer à l'action et de tester leur matériel dans une guerre avec les États-Unis. Cela convenait aussi aux Américains qui se savaient incapables de se mobiliser rapidement pour une guerre, comme on le vit dans leurs engagements militaires ultérieurs. En revanche, aujourd'hui, un climat d'inaction forcée mutuellement accepté – que recherchent encore les États-Unis – ne peut exister. Les Chinois ne veulent pas l'inaction ; ils veulent continuer à apporter leurs touches successives pour rectifier le processus qui, selon eux, les isolent de plus en plus du reste du monde. Et, comme dit plus haut, ils travaillent en dessous du seuil concerné par la dissuasion – qui n'a donc pas de prise sur eux.

Sans l'appui de la dissuasion, le *containment* pourrait-il fonctionner ? Oui, mais, dans les faits « en sens inverse » de ce que les États-Unis pensent. En effet, des menaces exprimées sur une longue durée et non suivies d'action se retournent toujours contre ceux qui les ont exprimées – qui en deviennent alors prisonniers. Il n'est pas exagéré, ainsi, de dire que ce n'est pas la Chine qui est en train d'être encerclée par l'Amérique, mais bien l'Amérique qui est en train de se paralyser elle-même. On l'a vu dans le cas de l'Ukraine : quand l'Amérique, tout à sa défense de la liberté et de la démocratie, comprit qu'elle ne pouvait rien pour défendre l'Ukraine face à la Russie, elle eut les plus grandes difficultés à se dégager de l'espérance qu'elle avait elle-même contribué à créer sur place. Et aussi récemment avec l'affaire des sous-marins. Engagée dans le but de « contenir » davantage la Chine, l'affaire a affaibli la cohésion occidentale – bien plus qu'elle n'a touché la Chine, pour qui le danger ne sera réel que dans dix ans au moins.

Kissinger : le politique et le militaire aux États-Unis

Ces difficultés que rencontrent les États-Unis à comprendre ce qui se passe renvoient aux analyses de Kissinger sur leur conception des rapports entre guerre et politique, tels qu'on la vit pendant la Seconde Guerre mondiale et pendant la guerre de Corée.

Dans *Diplomacy*, Kissinger nous montre comment Roosevelt et son successeur considéraient en permanence que leurs actions politiques n'avaient pas à avoir de lien avec l'action de leurs propres militaires. Dans la culture politique américaine, nous dit Kissinger, la guerre est un « problème » dont seuls les militaires, spécialistes en la matière, doivent s'occuper – sans lien aucun avec le politique, nécessairement ignorant du métier. D'où, ces incroyables situations où un chef militaire américain (Eisenhower puis MacArthur) n'hésita pas à entrer en contact directement avec un chef d'État étranger pour l'informer de ce que lui, militaire, comptait faire sur le terrain. L'exclusion de l'analyse politique de la décision militaire fit, à l'époque, d'énormes dégâts, notamment en ce qui concerna la progression soviétique en Europe centrale que les militaires américains ne comprirent pas. Aujourd'hui, cette séparation semble toujours exister, puisque le responsable militaire en chef des États-Unis, selon un livre récent, aurait jadis « contacté », de sa propre initiative, un haut responsable chinois pour lui garantir que, malgré la menace que, selon lui, le président Trump représentait, une guerre des États-Unis avec son pays serait empêchée par lui-même et par son état-major.

Le divorce du politique et militaire met les États-Unis dans des situations impossibles, comme on le voit dans la création de l'*AUKUS* (*Australia, United Kingdom, United States*). Certes, cette alliance a un intérêt « militaire » puisqu'elle permet aux États-Unis de disposer d'appuis nouveaux pour ses sous-marins. Mais que vaut cet intérêt face aux inconvénients « politiques » immenses que l'alliance fait désormais peser sur les États-Unis ? Car on a donné là, à la Chine, un moyen supplémentaire pour atteindre « sans risque » les États-Unis : l'Australie. Ce pays était déjà la cible d'actions chinoises hostiles. Mais désormais, chaque nouvelle action chinoise atteindra directement la crédibilité des États-Unis – qui ne se risqueront pas à y répondre et qui, de ce fait, perdront encore davantage leur réputation pour ne pas soutenir un allié en difficulté. N'évoquons pas non plus les difficultés des États-Unis dans l'hypothèse où la Nouvelle-Calédonie, actuellement française, devenait indépendante et cédait au charme chinois. Que pourront-ils faire pour aider l'Australie à faire face à ce nouveau Cuba, à quelques encablures de ses côtes ?

Une stratégie à revoir ?

Telle que formulée aujourd'hui, la stratégie américaine dans le Pacifique a peu de chances d'apporter de quelconques avantages aux États-Unis. Au contraire. Le face-à-face se poursuivra tant que la Chine le voudra – et le temps rendra la situation de plus en plus défavorable pour les États-Unis si l'approche n'est pas élargie pour y inclure une dimension politique.

De fait, on peut comprendre que les États-Unis, pays qui, encore récemment, était la première puissance du monde, acceptent mal l'importance nouvelle de la Chine. Le réflexe nationaliste qui conduit les États-Unis à déployer tous leurs

efforts pour la contrer et contrer la place qu'elle occupe déjà sur la scène internationale peut aussi se comprendre.

Mais alors il faudrait être logique. Les actions qu'on entreprend devraient s'appuyer sur une lecture exacte des réalités du Pacifique. Et devraient être menées au travers de stratégies adaptées à la nature des acteurs de cette région. ♦